

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 3 au 9 décembre 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....2

Graphique de la semaine.....2

En bref.....3

Actualités macroéconomiques.....3

CONJONCTURE.....3

IMMOBILIER.....4

FISCALITE.....4

Actualités commerce et investissement.....4

COMMERCE.....4

SANCTIONS.....5

Actualités financières.....5

REGLEMENTATION FINANCIERE.....5

BANQUES ET ASSURANCES.....6

Le chiffre de la semaine

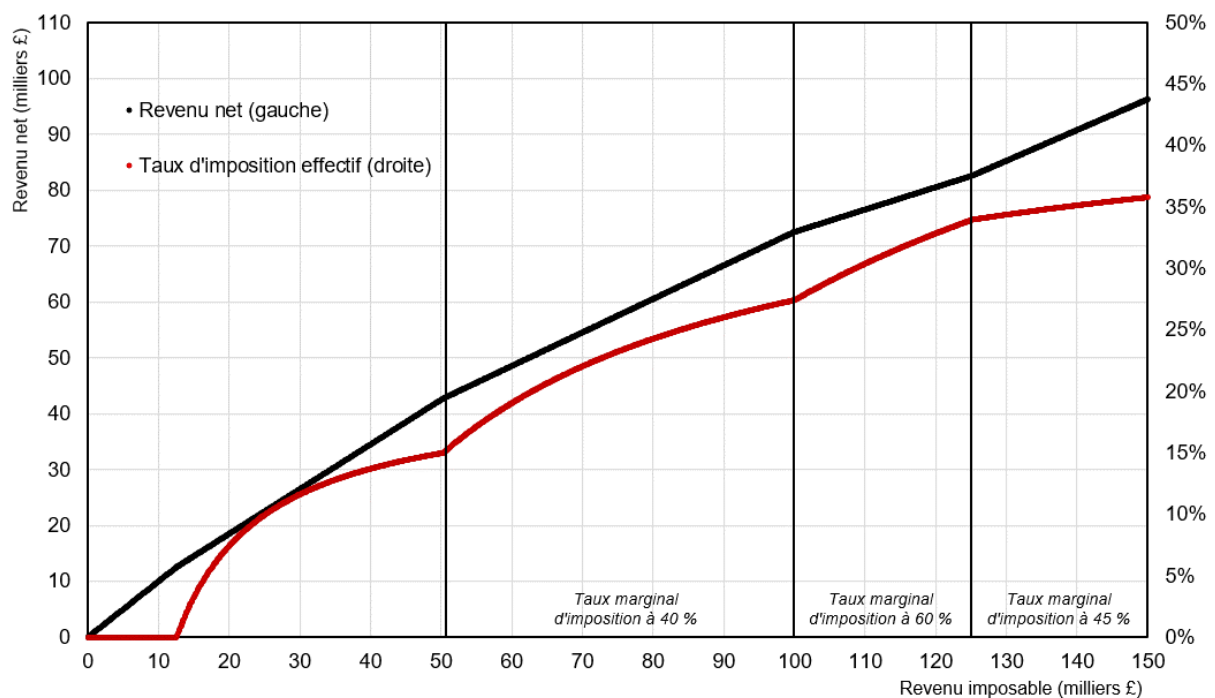
Selon [HMRC](#) (*His Majesty's Revenue and Customs*), la trappe du «taux marginal d'imposition à 60 %» touche de plus en plus de contribuables britanniques. Le nombre de contribuables soumis à un taux marginal d'imposition de 60 % sur une partie de leurs revenus a augmenté de 45 % en deux ans, atteignant 634 000 personnes en 2023-24 (après 436 000 en 2021-22), selon HMRC. Cela résulte du gel des seuils des tranches de l'impôt sur le revenu en dépit de l'inflation, alors que les salaires nominaux ont progressé. Le taux effectif de 60 % s'applique aux revenus entre 100 000 £ et 125 124 £ (par exemple, 25 000 £ bruts gagnés au-delà de 100 000 £ deviennent 10 000 £ nets après imposition) et provient de la réduction progressive de l'abattement de 12 570 £ à partir de 100 000 £ de revenus, jusqu'à disparition à partir de 125 124 £.

LE CHIFFRE À RETENIR

+45 %

Graphique de la semaine

Taux d'imposition effectif sur le revenu annuel au Royaume-Uni



En bref

- L'indice PMI composite (définitif) atteint à 50,5 au mois de novembre, au-dessus de la première estimation à 49,9 mais après 51,8 en octobre.
- L'indice PMI des services (définitif) atteint 50,8 au mois de novembre, au-dessus de la première estimation à 50,0 mais après 52,0 en octobre.
- L'indice PMI manufacturier (définitif) atteint 48,0 au mois de novembre, en dessous de la première estimation à 48,6 mais après 50,3 en octobre.
- L'Agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) s'associe avec *Female Founder Finance* pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les femmes et faciliter le développement international de leurs entreprises.
- L'Agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) apporte son concours au développement du secteur agricole au Cameroun, via la garantie d'un prêt de 60 Md£ soutenant un projet porté par l'entreprise britannique *Incatuk Ltd*.
- L'Autorité en charge de la défense commerciale ([TRA](#)) a lancé un examen transitoire des mesures compensatoires adoptées à l'encontre des importations de biodiesel en provenance d'Indonésie.
- Le *Chartered Institute of Export and International Trade* a [organisé](#) la deuxième édition de l'*Import / Export Show*, rassemblant des professionnels du commerce international.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les ventes au détail ont [diminué](#) de 3,3 % (g.a.) en novembre, selon British Retail Consortium. Après une augmentation de 0,6 % en octobre, la valeur des ventes au détail chute en novembre, témoignant d'un mauvais début de la saison des fêtes pour les commerçants. L'évolution de l'indice est surtout tirée par les ventes non-alimentaires (-2,2 %). En effet, la faible confiance des consommateurs et l'augmentation des factures d'énergie ont pesé négativement sur les dépenses non-alimentaires. L'effet du *Black Friday* n'est pas pris en compte ici et sera reflété dans les chiffres du mois de décembre.

L'enquête du panel des décideurs de la Banque d'Angleterre de novembre [révèle](#) de faibles évolutions des anticipations d'inflation mais un relâchement des tensions sur le marché du travail. Les anticipations de hausse des prix de production des entreprises à l'horizon d'un an ont crû à 3,7 % en novembre (après 3,5 % en octobre). Puisque les sondés déclarent des prix de production en hausse de 3,9 % en novembre en glissement annuel, ils s'attendent donc à une baisse de 0,2 pt sur l'année à venir. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an ont, quant à elles, légèrement augmenté à 2,7 % en novembre (après 2,6 % en octobre), alors que les anticipations à trois ans demeurent à 2,6 %. Enfin, la croissance des salaires attendue pour l'année a diminué à 4,0 %, soit 1,5 pt en dessous du niveau actuel de 5,5 % sur les trois mois précédant novembre.

Immobilier

L'indice des prix de l'immobilier de [Halifax](#) augmente pour le cinquième mois consécutif et continue d'atteindre un niveau record. Avec une forte hausse de +1,3 % en variation mensuelle (après +0,4 % en octobre), le prix moyen d'une maison au Royaume-Uni atteint 298 083 £ en novembre. Cela représente une hausse annuelle de 4,8 %, la plus forte depuis novembre 2022. Selon la directrice des prêts hypothécaires de Halifax, ces chiffres traduisent une plus forte demande d'emprunt stimulée par la baisse des taux ; elle note tout de même que des défis d'abordabilité se posent pour de nombreux acheteurs potentiels. L'indice a particulièrement crû en Irlande du Nord (+6,8 % en g.a.), comme dans la région du Nord-Ouest (+5,9 %). Si les prix à Londres ont moins augmenté sur l'année (+3,5 %), ils demeurent à un niveau presque deux fois supérieur à la moyenne nationale (545 439 £).

En Angleterre en 2023, seul le dernier décile des ménages (en termes de revenu) peut [acquérir](#) un logement « abordable ». Pour l'[Office for National Statistics](#), un logement est considéré comme « abordable » pour un ménage si son prix est inférieur ou égal à la somme sur cinq ans du revenu disponible du ménage. En 2023, seuls les 10 % des ménages anglais les plus riches pouvaient acheter une maison en utilisant moins de cinq années de revenus. En considérant le revenu moyen par décile et le prix moyen d'une maison en Angleterre en 2023, il faut 4,3 ans à un ménage du dernier décile pour acheter un bien, contre 18,2 ans à un ménage du premier décile pour se le permettre. Le prix moyen d'une maison s'élevait à 298 000 £, soit 8,6 fois plus que le revenu disponible annuel moyen des ménages. À Londres, le prix d'une maison est inaccessible pour tous les déciles de revenus, et va jusqu'à représenter 35 ans de revenu pour les foyers les plus modestes. L'écart entre les prix des maisons et les revenus est devenu un obstacle majeur pour les jeunes souhaitant accéder à la propriété. Face à cette crise, le gouvernement s'engage à construire 1,5 million de maisons dans les cinq prochaines années, mais le rythme de construction actuel reste insuffisant par rapport aux besoins.

Fiscalité

Avec le durcissement des droits de succession au Royaume-Uni, de nouvelles stratégies d'optimisation [pourraient](#) se démocratiser. En 2021-2022, les quarante plus grandes successions imposées ont induit en moyenne 9,2 M£ en droits de succession (*inheritance tax*), soit un taux effectif de 22 % malgré un taux officiel de 40 % au-delà du seuil de 325 000 £ (500 000 £ s'il s'agit de la succession d'une résidence principale à un descendant direct), témoignant du recours à diverses exonérations. Mais les réformes budgétaires récentes accroissent le poids de la fiscalité sur les successions : dès 2026, l'exonération des propriétés agricoles sera plafonnée et, à partir de 2027, les pensions seront incluses dans les successions imposables. Ces changements devraient toucher davantage de familles de revenus moyens, ce qui devra les amener vers de l'anticipation fiscale. Des stratégies comme les dons en fin de vie, les fiducies ou le retrait anticipé des pensions seront de plus en plus considérées pour optimiser la transmission intra-familiale du patrimoine.

Actualités commerce et investissement

Commerce

J. Reynolds, le ministre du Commerce et des Entreprises, considère que la balance commerciale « équilibrée » du Royaume-Uni vis-à-vis des États-Unis réduit le risque de se voir imposer des droits de douane. Dans une [interview](#) donnée au FT, le Ministre a rappelé l'attachement des Britanniques au libre-échange, et a souligné la prudence du

gouvernement quant à l'adoption de mesures de rétorsion. J. Reynolds a également livré son analyse de la logique de rééquilibrage des balances commerciales sous-tendue par les droits de douane annoncés par le Président élu des États-Unis.

La Chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves, plaide pour la suppression des barrières inutiles au commerce entre l'Union européenne et le Royaume-Uni à l'occasion de sa participation à la réunion de l'Eurogroupe. L'objet de la réunion était un dialogue entre l'[Eurogroupe](#) en « format inclusif » (avec les 27 États-membres de l'UE) et le Royaume-Uni. Il s'agissait de la première participation d'une ministre des finances britannique à l'Eurogroupe depuis le Brexit. Rappelant l'engagement britannique d'honorer pleinement l'accord de retrait - y compris le Cadre de Windsor - ainsi que l'Accord de commerce et de coopération, la Chancelière [souhaite](#) désormais poser les bases d'un nouveau partenariat économique « [ambitieux](#) » avec l'UE suivant une [approche](#) « business-like ». Elle insiste notamment sur les intérêts [mutuels](#) à renforcer cette coopération, en particulier dans le contexte d'une montée du protectionnisme et d'une croissance atone, citant entre autres les marchés de capitaux. Enfin, R. Reeves a rappelé la volonté du [gouvernement](#) britannique de ne pas choisir de favoriser la relation transatlantique au détriment d'un réengagement avec l'UE.

L'industrie de la chimie alerte sur les risques d'un réalignement des standards britanniques sur le modèle européen. [Les organisations](#) des professionnels du secteur de la chimie (*Chemical Business Association* et *Chemical Industries Association*) alertent sur les risques d'un réalignement des standards britanniques sur le modèle européen sans reconnaissance de l'équivalence des législations. Les entreprises font état des coûts liés à la duplication des preuves de conformité des produits dans le cadre du commerce avec l'UE, alors que les divergences entre réglementations européenne et britannique pourraient s'accroître.

Sanctions

Le Royaume-Uni adopte des sanctions à l'encontre d'un citoyen nord-irlandais lié aux activités terroristes de New IRA. En vertu du régime de sanctions de lutte contre le terrorisme à l'échelle nationale, les autorités britanniques ont [ajouté](#) à la liste des entités nommément désignées un individu nord-irlandais, [Brian Anthony Sheridan](#), qui serait impliqué dans le financement des activités terroristes de l'organisation New IRA.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) a lancé le [processus](#) de désignation d'un fournisseur de données consolidées pour les obligations (*bond consolidated tape provider* ou *bond CTP*). Une *bond consolidated tape* (*bond CT*) compile les données de marché, telles que les prix et les volumes échangés sur le marché, afin d'apporter une image représentative des transactions pour une classe d'actifs donnée, et de rendre les marchés plus transparents et liquides. Le processus se déroulera en deux phases : dans un premier temps, les candidats devront démontrer leurs capacités techniques et leur aptitude à jouer le rôle de fournisseur de données. Les candidats retenus passeront ensuite à une enchère descendante à plusieurs tours pour déterminer le fournisseur final. Le candidat choisi devra compléter le processus d'autorisation et signer un contrat avec la FCA avant le lancement opérationnel de la *bond CT*. Celui-ci n'est pas prévu avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles de transparence pour le marché obligataire du FCA, le 1er décembre 2025.

La Banque d'Angleterre (BoE) a publié son [rapport final](#) sur l'exercice de « scénario exploratoire à l'échelle du système financier » (SWES) le 29 novembre. Cet exercice de stress test visait à évaluer comment le système financier britannique réagirait à un choc hypothétique très important sur des marchés considérés clés pour la stabilité financière, notamment les *gilts* (obligations souveraines), les obligations d'entreprises libellées en livres sterling et les marchés dérivés associés. Environ 50 institutions financières, incluant des banques, assureurs, fonds de pension, *hedge funds*, gestionnaires d'actifs et contreparties centrales (CCPs), y ont participé. L'exercice a révélé que le choc provoquerait des pertes significatives pour certains participants, des augmentations des appels de marge et des demandes de rachats dans certaines catégories de fonds, redistribuant la liquidité au sein du système financier. En particulier, le marché du *repo* jouerait un rôle central dans la réponse aux chocs. La BoE a observé que les actions collectives des participants amplifient les effets initiaux des chocs, mais elle souligne toutefois une résilience accrue des acteurs non bancaires dans certains secteurs (fonds LDI).

Banques et assurances

Aviva, le géant de l'assurance britannique, conclut un accord de [rachat](#) de 3,6 Md£ avec son concurrent Direct Line. Selon les termes de cet accord préliminaire, Aviva offrira 275 *pence* pour chaque action de Direct Line, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'offre initiale de 250 *pence*, qui avait été rejetée par le conseil d'administration de Direct Line comme « opportuniste ». L'accord permettra de créer un leader dans l'assurance automobile au Royaume-Uni, avec une part de marché de plus de 20 % et une capitalisation boursière d'environ 16,6 milliards de livres. Le conseil d'administration de Direct Line, après avoir consulté ses actionnaires et conseillers, est « enclin à recommander » l'offre. Les actionnaires de Direct Line posséderaient environ 12,5 % d'Aviva après la fusion. Toutefois, certains analystes estiment que l'accord pourrait attirer l'attention des autorités de la concurrence en raison de la forte concentration du marché de l'assurance automobile au Royaume-Uni.

Accusée de frais excessifs sur les transactions par carte, Mastercard a conclu un [accord](#) de 200 M£ mettant un terme à une action collective en justice. Cette affaire, lancée par l'ex-médiateur financier Walter Merricks, est l'une des plus grandes du pays et a été l'une des premières à être jugée sur la base du *Consumer Rights Act* de 2015, législation permettant des actions collectives pour des violations de la concurrence. Initialement, les plaignants réclamaient 10 Md£. Cette affaire a également ouvert la voie à d'autres poursuites contre des géants comme Apple ou Microsoft.